

Les informations relatives au domicile des dirigeants de société sont désormais protégées



© 2025 Les Echos Publishing

Les dirigeants de société (gérants, présidents, directeurs généraux, directeurs généraux délégués, membres du conseil d'administration, président du conseil d'administration, membres du directoire, président du directoire, membres du conseil de surveillance, président du conseil de surveillance), ainsi que les associés de société en nom collectif et de société civile, ont désormais la faculté de demander que leur adresse personnelle soit occultée du Registre du commerce et des sociétés (RCS).

Cette mesure vise à préserver la vie privée des dirigeants et à les protéger contre les risques de harcèlement, d'usurpation d'identité voire d'agression physique.

En pratique : cette demande de confidentialité peut s'effectuer, à tout moment (immatriculation, modification...), sur le guichet unique des formalités des entreprises. Elle doit ensuite être traitée par le greffier du tribunal de commerce dans un délai de 5 jours ouvrables après sa réception. Sachant que si ce dernier ne satisfait pas à cette demande dans ce délai, le dirigeant peut saisir le juge commis à la surveillance du registre.

L'adresse personnelle occultée du Kbis

Une fois la demande de confidentialité prise en compte par le greffier, l'adresse personnelle du dirigeant ne figurera plus sur l'extrait Kbis délivré au public. En outre, s'agissant des actes mentionnant l'adresse personnelle du dirigeant, c'est une copie occultant cette adresse qui sera désormais publiée en remplacement du document original.

Précision : par exception, les autorités judiciaires, la cellule de renseignement financier nationale TRACFIN, les agents de l'administration des douanes, les agents habilités de l'administration des finances publiques, les officiers habilités de police judiciaire, les notaires, les commissaires de justice, les administrateurs et mandataires judiciaires ou encore certains organismes de Sécurité sociale continuent d'avoir accès à l'information relative à l'adresse personnelle des dirigeants. De même, cette information peut être délivrée aux représentants légaux de la société, à ses associés ainsi qu'aux créanciers des dirigeants concernés lorsque ces derniers justifient détenir sur eux une créance née à l'occasion de l'exercice de leur mandat social.

[Décret n° 2025-840 du 22 août 2025, JO du 24](#)

© 2025 Les Echos Publishing